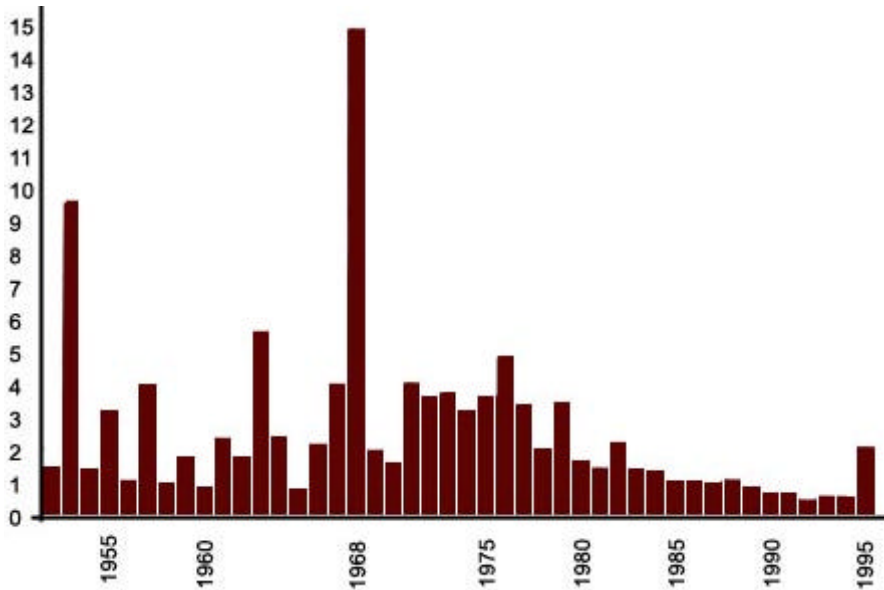


Dans quelle mesure l'évolution des structures économiques et sociales, au cours de ces trente dernières années, conduit-elle à un affaiblissement des conflits ?

Document 1 - Journées individuelles de grève en France¹ (Ministère des affaires sociales - DARES)



1. Conflits généralisés et localisés, hors fonction publique

Document 3 - En rupture avec le fonctionnement des structures syndicales et partisans, les nouveaux mouvements sociaux manifestent une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation, de délégation d'autorité à des états-majors lointains, au profit de l'assemblée générale, du contrôle des dirigeants. Leurs structures sont plus décentralisées et laissent une large autonomie aux composantes de base. [...] Les nouveaux mouvements sociaux se singularisent aussi par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation (sit-in, occupations de locaux, grèves de la faim), leur adjoignant souvent une dimension ludique, une anticipation sur les attentes des médias.

Une deuxième ligne de clivage réside dans les valeurs et les revendications qui accompagnent la mobilisation. Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux sites de décision. Les nouveaux mouvements sociaux mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. [...]

La nouveauté de ces mouvements sociaux serait enfin liée à l'identité de leurs acteurs. Les mouvements de la société industrielle se revendiquaient d'identités de classe. Ne parlait-on pas de mouvement ouvrier, de front populaire, de syndicat paysan ?

Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux, Repères, La Découverte*, 1996.

Document 6 - Activité, chômage et syndicalisation en France de 1975 à 1996

	1975	1985	1996
Taux d'activité	56,7	55,9	54,8
Taux d'activité des femmes	42,1	45,4	47,3
Taux de chômage	4,1	10,2	12,8
Taux de chômage des 15-24 ans	8,9	23,8	24,3
Part des emplois précaires dans l'ensemble de l'emploi salarié	n.c ¹	3,9	8,9
Taux de syndicalisation	22,8	15,0	8,0

L'État de la France 98-99, La Découverte 1998.

1. n.c. : non communiqué.

Document 2 - L'évolution récente est marquée par l'effacement des conflits de classe. [...]

Aujourd'hui, les conflits et les protestations apparaissent surtout liés aux questions du changement et de ses conséquences négatives pour certains groupes ou secteurs sociaux. Mais, plus positivement, il s'agit aussi des problèmes posés par les modes de gestion de la modernisation économique et de l'orientation des transformations culturelles. De nombreuses catégories sociales revendiquent leur participation au changement ou en contestent la direction au nom de leur identité, de leurs intérêts et de leur statut de citoyen dans un système politique démocratique. C'est pourquoi, les conflits sociaux et les protestations collectives ont acquis aujourd'hui une dimension plus souvent et plus directement politique. Beaucoup plus que des affrontements entre des acteurs strictement sociaux, ils mettent en cause, comme on l'a vu lors du mouvement de décembre 1995, des catégories sociales qui se positionnent par rapport au changement et au rôle de l'État dans la gestion de ce changement.

Olivier GALLAND et Yannick LEMEL, *La Nouvelle Société française*, Armand Colin, 1998.

Document 4 - Évolution des salariés par catégorie socioprofessionnelle en France - INSEE

1. Estimation à partir de l'ancienne nomenclature.

	1954	1962	1975	1982	1992
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,4 ¹	5,1	7,8	9,0	12,6
Professions intermédiaires	12,5	14,4	19,5	21,1	23,7
dont maîtrise	1,6	2,6	2,9	3,0	2,3
Employés	26,1	26,5	27,7	30,9	31,2
dont gens de maison	7,9	5,9	4,9	4,5	5,7
Ouvriers	58,0	54,0	45,0	39,0	32,6
dont ouvriers qualifiés	22,0	21,5	21,6	20,8	20,5
dont ouvriers non qualifiés	26,8	26,6	21,3	16,7	10,9
dont ouvriers agricoles	9,0	5,9	2,1	1,5	1,2

Document 5 - Si le mouvement ouvrier est au creux de la vague, rien ne dit qu'une renaissance soit impossible. Surtout que toute une partie de l'analyse en termes de fin de la classe ouvrière repose sur des observations concernant la vie hors travail, consommation et loisir, où l'on constate effectivement des convergences. Or, la nature du travail ouvrier n'a pas fondamentalement changé. Bien plus, la situation de dépendance, la pénibilité des tâches à accomplir, les exigences croissantes de rendement ne sont plus l'apanage des seuls ouvriers, ce qui amène certains à entrevoir la constitution d'une vaste classe prolétarienne englobant tous les salariés d'exécution. L'enrichissement relatif et le désenclavement culturel n'ont pas supprimé l'aliénation au travail. Le travail ouvrier reste fondamentalement un travail d'exécution (l'ouvrier est le dernier échelon de la ligne hiérarchique), souvent répétitif, demandant peu d'initiative et effectué dans des conditions pénibles physiquement et nerveusement. [...] À une époque où la concurrence fait rage, les entreprises sont de plus en plus exigeantes avec leur personnel. Les contraintes dans le travail s'accroissent aussi pour les salariés non ouvriers.

François CHATAGNER, *Les Classes sociales*, Le Monde - Éditions Marmout, 1997.